

J. LAHIRE

Le CORQI et l'Afghanistan : ne pas prendre position, est-ce vraiment révolutionnaire ?

Le dernier numéro de *la Vérité* publie un article de Roger Ducros, dirigeant du CORQI, consacré à la crise afghane et intitulé « *Une intervention militaire totalement réactionnaire* ».

Son analyse se résume ainsi : dans un contexte international « d'imminence de la révolution », le Kremlin est intervenu pour empêcher la « *dissolution de l'Afghanistan et pour tenter de reconstruire l'État bourgeois semi-colonial qui s'effondrait et allait disparaître* » ; l'intervention du Kremlin est « *une fuite en avant à son compte, comme au compte de l'impérialisme* », pour « *conjurer la menace* » de « *conjonction de la révolution sociale et de la révolution politique, notamment à cause des questions nationales dans cette région du monde* » ; c'est « *une aide inappréciable pour l'impérialisme* » qui lui permet de reprendre l'offensive à l'échelle internationale ; « *loin de mobiliser les masses exploitées, c'est contre elles que l'intervention militaire combat, ce sont elles qui se dressent contre elles, ce sont elles que, dès le départ, l'armée de l'URSS réprime* ».

Il y a un vide surprenant dans l'analyse du camarade Ducros : nulle part il ne parle de la lutte de classes en Afghanistan même et de la guerre civile qui, avant l'intervention des troupes de l'URSS, divisait le pays en camps armés. Il précise certes que « *sous l'impact d'une pénétration plus profonde des rapports bourgeois dans le cadre de la crise d'ensemble du*

système impérialiste, les anciens rapports sociaux ont commencé à se décomposer, sans que se constituent de nouveaux rapports économiques et sociaux stables. L'oppression nationale est devenue de plus en plus difficilement supportable. L'État bourgeois semi-colonial est entré en crise.» On pourrait penser que cette crise «économique et sociale» a mis en mouvement des forces sociales et a trouvé, fût-ce sous une forme hybride, une expression politique. C'est ce que suggère le camarade Ducros lorsqu'il écrit que *«le nouveau gouvernement (Taraki après le coup d'État d'avril 78) ne répondait pas aux aspirations des grandes masses, tout en étant obligé d'aller trop loin du point de vue des classes dominantes»*. Mais il en reste là, et n'en tire aucune conclusion. Loin d'expliquer ce qui *«obligeait»* le gouvernement Taraki à aller *«trop loin du point de vue des classes dominantes»*, loin d'indiquer les rapports de ce gouvernement avec les classes sociales et avec l'impérialisme, le camarade Ducros se contente de parler d'effondrement de l'État bourgeois semi-colonial afghan, en soulignant à juste titre les efforts du Kremlin et du PDPA pour le maintenir à flot.

Mais il ne fait aucune différence entre le coup de Daoud en 1973 et celui du PDPA en avril 1978. Pourtant en 78 Daoud avait engagé une nouvelle vague de répression qui l'a conduit à sa perte; il devait, pour stabiliser l'État afghan, non seulement s'attaquer aux ouvriers et aux paysans, mais aussi liquider le seul mouvement d'opposition qui avait une base ouvrière et populaire, le PDPA. C'est pourquoi, quand le PDPA a pris le pouvoir, une nouvelle dynamique de classes s'est enclenchée. Les réformes qu'il a entreprises ont ébranlé l'ensemble de la société afghane; leurs limites «démocratiques bourgeoises» et la façon autoritaire et répressive dont elles ont été prises ont freiné le développement d'un mouvement de masses contre les classes dominantes. Mais les classes possédantes se sont organisées, par les «guérillas islamiques», pour engager une riposte armée. C'est ainsi que s'est développée la guerre civile afghane, opposant le gouvernement du PDPA et les guérillas islamiques appuyées par les caciques religieux, les possédants et l'impérialisme. Le camarade Ducros n'en pipe mot. Cela a évidemment une importance politique considérable. Son raisonnement est le suivant : l'URSS est intervenue (sans être menacée directement dans ses fondements sociaux autrement que par la bureaucratie du Kremlin elle-même) pour empêcher le développement de la révolution sociale et de la révolution politique qui sont *«étroitement liées par la question nationale»*; son intervention sert à *«reconstruire l'État bourgeois semi-colonial»*; elle est une *«aide inappréciable pour l'impérialisme»*; elle est *«dirigée contre les masses afghanes, qui se dressent contre elle»*.

■ On s'attend que le camarade en tire quelque conclusion *politique*. Que

va-t-il répondre aux travailleurs qui se demandent : « Faut-il ou non soutenir l'intervention de l'URSS, faut-il exiger le retrait des troupes ? » Au travailleur du PCF qui voit dans l'intervention du Kremlin un coup porté à l'impérialisme, au travailleur du PCI qui y voit une menace pour le statu quo international et la paix mondiale, au travailleur du PS qui y voit une agression impérialiste contre le droit des peuples au mépris des principes de la non-ingérence, au camarade de l'OCI à qui on a toujours dit que la bureaucratie du Kremlin n'était que l'organe de l'impérialisme, que va dire le camarade Ducros ? Encore une fois, il n'y a pas de menace impérialiste directe contre l'URSS, mais menace révolutionnaire ; d'autre part, les masses afghanes se dressent contre la bureaucratie du Kremlin et ses troupes ; « *les questions nationales sont des questions-clés* » pour toute la région, reliant indissolublement révolution politique et révolution sociale ; et, selon la déclaration du « Comité paritaire », la direction soviétique a « *foulé aux pieds le droit à l'autodétermination du peuple afghan* » ; le camarade Ducros conclut que l'intervention militaire est « *totalelement réactionnaire* »... mais pourquoi n'ajoute-t-il pas que le devoir des révolutionnaires est alors de chasser l'opresseur numéro un, le contre-révolutionnaire de première ligne en Afghanistan, les troupes régulières de l'URSS ?

Ce n'est pas par innocence qu'il passe sous silence la lutte de classes et la guerre civile en Afghanistan même. C'est qu'il connaît les positions traditionnelles du marxiste-révolutionnaire dans une guerre civile. En septembre 1937, Trotsky la résumait ainsi à propos de la guerre civile espagnole :

« Partout et toujours, là où les ouvriers révolutionnaires ne sont pas dans l'immédiat assez forts pour renverser le régime bourgeois, ils défendent, contre le fascisme, même la démocratie bourgeoise pourrissante, mais, surtout, ils défendent leurs propres positions à l'intérieur de la démocratie bourgeoise.

« (...) Mais s'il est vrai — et il est vrai — que le gouvernement de Negrín-Staline comme celui de Franco sont l'un et l'autre des chiens de garde du capital, s'il est vrai que la politique de Negrín-Staline conduit inévitablement au triomphe du fascisme, il est néanmoins complètement erroné d'en conclure que, dans la lutte entre les armées de Negrín-Staline et celles de Franco, le prolétariat pourrait adopter une position de neutralité. Le prolétariat espagnol, de même que le prolétariat mondial, a intérêt : a) à la défaite militaire de Franco, b) à ce que soit menée dans la guerre civile une politique capable de provoquer dans le délai le plus bref le renversement du gouvernement Negrín-Staline.

« (...) Imaginez un révolutionnaire se tenant entre les deux camps de la guerre civile avec une banderole : "Ni victoire ni défaite." C'est un mot

d'ordre pour Ponce Pilate, pas pour un parti révolutionnaire. Nous sommes pour la défense des organisations ouvrières et des conquêtes révolutionnaires contre Franco. Nous sommes "défensistes". Les "défaitistes", ce sont Negrín, Staline et compagnie. Nous participons à la lutte contre Franco comme les meilleurs soldats, et, en même temps, dans l'intérêt de la victoire sur la fascisme, nous faisons de l'agitation pour la révolution sociale et nous préparons le renversement du gouvernement défaitiste de Negrín. Seule une telle attitude peut nous permettre d'approcher les masses.»

Pour répondre à la crise afghane, il ne suffit pas de prendre en considération les méthodes et les buts du Kremlin. Certes, tant les premières que les seconds sont contre-révolutionnaires; mais nous ne prenons pas position en fonction des intentions des uns et des autres, ni seulement de leurs méthodes, nous partons des effets *objectifs* et des *forces sociales* qui s'affrontent. Le point de départ en Afghanistan c'est la lutte qui, «*sous une forme hybride, semi-aveugle, confluente, etc.*», oppose le prolétariat et la paysannerie aux classes dominantes et à l'impérialisme, c'est la guerre civile.

□ C'est ainsi que la direction de l'Internationale a défini les tâches des marxistes révolutionnaires :

«*a) Les marxistes révolutionnaires soutiennent les revendications anti-impérialistes des travailleurs et des paysans afghans et les mesures progressistes, répondant à leurs besoins, prises par le PDPA. Dans la guerre civile qui avait éclaté en Afghanistan, indépendamment de leur critique à la politique de la direction du PDPA et du Kremlin, ils se placent dans le camp des masses laborieuses et militent pour la victoire sur les forces conservatrices et leurs alliés impérialistes.*

«*b) Ils se placent sur le terrain de la lutte des classes internationale, de l'organisation propre des ouvriers et des paysans, ce qui rompt radicalement avec toute la politique de la bureaucratie du Kremlin.*

«*Ils ne prennent aucune responsabilité pour l'intervention militaire du Kremlin. Ils refusent le moindre soutien politique à cette intervention, prolongement de toute la politique de la caste bureaucratique, qui frappe les forces conservatrices mais ne vise pas le moins du monde à favoriser l'action indépendante des masses.*

«*Ils rejettent dans cette guerre toute attitude de neutralité : dans la mesure où l'armée soviétique se trouve, de fait, opposée aux ennemis des intérêts des masses paysannes et ouvrières, ils sont favorables à ce qu'elle leur inflige une défaite. Pour y parvenir, il faut que soient consolidées les conquêtes des travailleurs, que soient prises des mesures sociales et démocratiques radicales et que les masses afghanes soient organisées et armées pour les défendre. (...)*

«*e) Choisir son camp contre l'impérialisme et les forces conservatrices*

n'implique aucune trêve ni union sacrée avec la bureaucratie soviétique dont la politique contre-révolutionnaire discrédite le socialisme, constitue un obstacle majeur pour le développement de la révolution mondiale et, dans ce sens, affaiblit la défense des bases matérielles de l'État ouvrier de l'URSS. En même temps que nous combattons les initiatives et les menaces de l'impérialisme, nous continuons à appeler le mouvement ouvrier à se mobiliser contre la répression en URSS et dans les "pays de l'Est", en défense des libertés démocratiques et des droits des nationalités, pour le droit des travailleurs à s'organiser au plan politique et syndical, indépendamment de l'appareil d'État. Nous menons notre combat pour la révolution politique et le renversement de la bureaucratie. (...)»

Pour ne pas avoir à expliquer pour quelles raisons le CORQI n'appelle pas au retrait des troupes de l'URSS, le camarade Ducros s'en prend à la direction de la IV^e Internationale et à sa soi-disant «*approbation honteuse de l'intervention du Kremlin*». Cette question du retrait des troupes est pourtant la question politique qui «*concentre tout*» pour reprendre un vocabulaire cher aux camarades du CORQI. Au lieu de reprocher curieusement à la direction de l'Internationale de ne pas comprendre que la situation mondiale actuelle est, à la différence de celle de la fin des années 30, celle d'une montée (d'une «*imminence*») de la révolution, le camarade Ducros devrait répondre franchement à cette question politique centrale. Si l'imminence de la guerre contre l'URSS rendait légitime les interventions en Pologne et en Finlande, et qu'aujourd'hui l'imminence de la révolution rend illégitime l'intervention en Afghanistan, encore une fois pourquoi le camarade Ducros n'appelle-t-il pas au retrait des troupes soviétiques? Le seul argument qu'on peut trouver dans son article — et il faut le lire attentivement — c'est que «*peut-être demain la nécessité obligera le Kremlin à faire un tournant et à exproprier les classes possédantes*». C'est un peu maigre si *aujourd'hui* il écrase, au compte de l'impérialisme, les masses afghanes légitimement mobilisées contre lui, et si la question-clé de toute la région est de libérer les nationalités de la tutelle de l'impérialisme et de celle du Kremlin!

Le lecteur afghan du camarade Ducros serait bien ennuyé. Que faire? Comment agir? Qui combattre? Gageons que dans sa perplexité il se demanderait : «*Ne pas prendre position, est-ce vraiment révolutionnaire?*»

Critique communiste publie trois articles qui rendent compte des diverses positions qui ont traversé les directions de la IV^e Internationale et de sa direction française lors du débat qui a suivi l'intervention militaire de l'URSS en Afghanistan :

- Un article sur les positions majoritaires du secrétariat unifié et du comité central de la LCR : « La réponse marxiste révolutionnaire à la question afghane ».
- Un article sur une des positions minoritaires du SU, qui est celle, entre autres, des camarades du SWP : « La révolution afghane, ses succès et ses problèmes ».
- Un article qui reprend la position minoritaire au sein du comité central de la LCR : « L'Afghanistan à la lumière de Lénine et de Trotsky ».